

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter



UNIVERSITÉ POPULAIRE LAUSANNE

ACTU CAFÉ... L'ACTUALITÉ AU FIL DES ÉCHANGES... 201-1

JEAN-MARIE BRANDT – Ancien directeur général de banque et Directeur du fisc vaudois, Docteur ès Sciences économiques et en théologie, *Conseiller indépendant*

«Actu café» signifie stress de l'actualité et pause pour réfléchir. L'idée est de s'arrêter de manière critique sur les informations de la presse quotidienne, et de se faire une opinion qui soit utile dans la vie professionnelle aussi bien que privée. L'information est en effet de plus en plus intégrale, technique, précipitée et, qu'elle soit instrumentalisée ou banalisée, elle piège au quotidien une transparence devenue sacro-sainte.

C'est ainsi que les crises financières et de la dette se sont transformées en un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter, un ordre que viennent perturber des confusions croissantes et qui s'aggravent notamment entre migrants et réfugiés, débordements et déserts religieux, écologie globale ou à la petite semaine, chômage, chômage des jeunes, hors-droit, économie ou finance.

L'idée est de revenir à l'esprit du café-débat avec des thèmes précis mais d'intérêt général, une riche documentation préparatoire, un tour d'actualité guidé et interactif donnant à chacun l'opportunité de revoir ses priorités et de se faire une opinion personnelle circonstanciée.

QUAND: mardi de 19h00 à 22h00

4 séances de 4 périodes

DATES: 15 mars, 26 avril, 24 mai, 21 juin 2016

LIEU: UPL - Université populaire de Lausanne, Escaliers du Marché 2,

Lausanne **PRIX DU COURS:** Fr. 240.-

MEMBRES COTISANTS UPL, AVS, AI, CHÔMEURS, APPRENTIS, ÉTUDIANTS: Fr. 220.-

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE
Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter

AVERTISSEMENT

Ce document est un papier de travail (et non pas un document définitif préparé pour une publication) destiné à introduire les débats, à servir de référence pour des approfondissements et suivis de la situation économique sur le plus long terme. Les débats seront reliés à des articles de la presse quotidienne significatifs quant au fait que nous vivons une crise sans précédent, dont il nous revient de l'analyser afin de progresser dans sa maîtrise.

Les données de ce document constituent un résumé personnel des doctrines économiques à ce jour. Elles sont destinées à cadrer les débats sur la presse quotidienne. Nous nous référons par ailleurs à l'essai paru en 2015 sous le titre *La Crise ? Quelle crise ?*¹

¹ Cf. BRANDT Jean-Marie, *La crise ? Quelle crise ?* Genève, Editions Slatkine, 2015
J.M. Brandt
2016

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE
Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter

TABLE DES MATIERES

- 1- OUVERTURE - ENJEUX**

- 2- LA DOCTRINE DE L'ÉCONOMIQUE CLASSIQUE**
 - 2.1- ADAM SMITH**

 - 2.2- DAVID RICARDO**

 - 2.3- JEAN-BAPTISTE SAY**

 - 2.4- CONCLUSIONS SUR LA DOCTRINE DE L'ÉCONOMIQUE CLASSIQUE**

- 3- LA DOCTRINE DE L'ÉCONOMIQUE NÉOCLASSIQUE**
 - 3.1- LÉON WALRAS**

 - 3.2- ALFRED MARSHALL**

 - 3.3- CONCLUSION INTERMÉDIAIRE**

 - 3.4- VILFREDO PARETO**

 - 3.5- L'ABANDON PROVISOIRE DE LA DOCTRINE DE LA CONCURRENCE PARFAITE**

- 4- L'INTERVENTIONNISME**
 - 4.1- JOHN MAYNARD KEYNES**

 - 4.2- APRÈS LA RÉVOLUTION KEYNÉSIEENNE : UNE BELLE CACOPHONIE**

- 5- CONCLUSION**

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE
Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter

1- OUVERTURE - ENJEUX

- **Accueil**

- **Présentations**

- **Enjeux**
 - personnels

 - collectifs

 - sociétaux

 - politiques

Capitalism, demonstrably the greatest of the constructed economic systems, has in the past decade, clearly proved its advantages over the alternative systems. As the internet evolves into a broadband, global, interactiv network, those advantages will be magnified. Products and services providers will see what buyers want a lot more efficiently than ever before, and consumers will buy more efficiently. I think Adam Smith would be pleased.²

² GATES Bill, The road Ahead, USA, Penguin, 1996, p. 207
J.M. Brandt
2016

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter

2- LA DOCTRINE DE L'ÉCONOMIQUE CLASSIQUE

Les *sciences classiques* sont la connaissance de ce qui apparaît comme étant Le Vrai. Le *Vrai* est tyrannique. En-dehors de lui il n'est rien d'autre qui soit également *vrai*. Cet état de fait, si c'en est un, a quelque chose de dérangeant, puisqu'il prive de la liberté de connaître autre chose. Mais il est avant tout rassurant, car la chose une fois proclamée n'est plus un mystère et s'impose d'elle-même.

La vérité par définition Une et universelle, s'applique naturellement par elle-même, partout dans le monde et en tout temps. Elle *est celle qui est*. Et le scientifique (classiquement celui qui connaissait, aujourd'hui celui qui sait) a toujours observé avec rigueur, systématisé avec méthode, conceptualisé avec logique, vérifié avec méticulosité, universalisé avec circonspection (l'antique Idéal dont Platon montrait qu'il était aussi désirable, ou même projetable, qu'inatteignable. Mais on a tourné le dos à Platon avec assurance).

Au XIXème la mode des sciences s'étend à l'art de gérer les richesses nationales en prenant le nom évocateur de Sciences économiques (la gestion de la maison, s'agissant de la famille, de la communauté, de l'Etat, etc.), ou plutôt à ses tout débuts, Sciences de l'économie politique (la gestion de la Nation). Dès lors on remarquera que la ou les Sciences économiques (sciences de la gestion) ont toujours tenté d'*idéaler* (au sens de conceptualiser La Vérité une et indivisible) enjeux et recettes du bien-être social telles une recette à appliquer, mais au début sans la prétention absolutiste du *savoir*.

La *finance autonomisée* née de la Crise de 2007 est l'aboutissement final de ce processus babélien. On y reviendra. La prétention au *savoir* économique pour la gestion du bien-être social s'articule sur le passage du XVIIIème au XIXème, se développe avec les grandes crises tout en se mettant en question, mûrit dès après les Trente Glorieuses (après les années 1980). C'est l'explosion du bien-être social (au prix de quels sacrifices des classes laborieuses dans son lancement !). Ce phénomène se développe grâce à des facteurs tels que révolution industrielle, colonisations univoques des grandes ressources, cadrage d'une Nation et d'une politique d'un côté, dynamiques du capital et de l'emploi salarié de l'autre (flux des produits du travail, stocks, développements, richesse, surplus, épargne) et la référence à des périodes données.

La Vérité est la prétention classique de l'enrichissement capitaliste, soit de la régulation par le marché libre, appelé capitalisme, ou économie de marché. Jusqu'aux années 1980 les Sciences économiques sont des sciences dites humaines. Non pas en raison de leur générosité, puisqu'elles s'appliquent de manière absolument neutre et logique, mais parce qu'au contraire des sciences dites *dures*, et de l'économie depuis les années 1990, elles sont *vraies* à l'aléa prêt de l'humain considéré tour à tour conscient, inconscient, libre et responsable ou non, en bref parfaitement imprévisible et en plus non maître de son destin : ne meure-t-il pas en effet ?

Les ingrédients de la doctrine économique classique sont donc :

- une nation avec sa *politique*
- une sociologie *éthique* qui vise à la *croissance*

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter

- le *naturel* d'enrichissement
- la *libre concurrence* des propriétaires à l'enrichissement global
- l'égalité des hommes, ou la *liberté individuelle*
- *l'inégalité matérielle*
- la nécessité d'un encadrement institutionnel

2.1-ADAM SMITH (1723-1790)

"Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations"

- *travail* et *productivité* sont la richesse de la Nation
- richesse *réelle* (concrète, non pas monétaire) : biens produits utiles et agréables, richesse marchande (les échanges sont les flux naturels, le marché est l'espace/temps naturel)
- *moyens* du travail sont *la terre* et le *capital* lesquels ne sont pas productifs par eux-mêmes, mais par le travail
- le *travail* est productif dans le temps grâce à sa division structurée au sein des travailleurs eux-mêmes, et en-dehors : aux travailleurs le salaire ; aux capitalistes le profit ; aux propriétaires fonciers la rente. L'*échange* fonde la Nation et crée le lien social et *éthique*
- les prix du marché convergent vers les *prix naturels*, les quantités demandées et offertes s'alignent autour des prix naturels, y compris le surplus des capitalistes (*profit*) et des propriétaires fonciers (*surplus*)
- la *valeur d'une marchandise* est celle du *travail* qui l'a produite pour une quantité et un prix donnés, soit au prix de son *échange*
- le revenu non consommé est l'*épargne*, qui crée l'accumulation et devient source de financement pour la *croissance*
- l'accumulation est à long terme limitée par la demande (saturation des besoins), d'où le retour à l'équilibre naturel

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter

- la *monnaie* exprime la valeur de l'échange, elle est donc neutre et n'a pas de valeur en soi. Définie par sa relation à une référence comme l'or, elle peut être créée par les banques sous forme de crédit dont l'encaisse totale est supérieure à son équivalent de référence, permettant par ce bras de levier de multiplier le financement de la croissance et donc du bien-être social

Contrairement aux *Mercantilistes* depuis le XVIème, selon Smith il n'appartient pas à l'Etat de réallouer les ressources afin de garantir et la croissance et l'égalité. Au contraire, il appartient à chacun, guidé par une "Main invisible" de faire, de manière absolument neutre, avancer l'intérêt de la société mais sous réserve des excès. Pour lui la liberté individuelle doit être limitée dans un cadre social et économique par l'Etat sans pour autant tuer l'envie d'enrichissement, ou de mieux-être.

L'approche du fondateur des Sciences économiques s'inscrit dans le mouvement naissant de la *sociologie éthique* et de la *laïcisation* des XVIIIème et XIXème. La croissance est nécessaire à l'*enrichissement* social. Elle dépend du surplus du salaire, du profit et de la rente.

L'*équilibre* de l'offre et de la demande, à un prix donné est naturel. La *libre concurrence* est l'indispensable aiguillon à l'appétit de l'enrichissement. Les Sciences économiques sont humaines au sens que leur vérité se limite à la relativité humaine et, que l'on soit croyant ou déterministe, c'est finalement une "Main invisible" qui gère le tout, sous le contrôle de l'Etat.

2.2-DAVID RICARDO (1772-1823)

"Principes de l'économie politique et de l'impôt"

- focalise sur le problème de la *répartition* des richesses, en particulier la relation profit - salaire
- c'est la production qui explique à elle seule la valeur des biens (et non pas l'échange comme chez Smith). Mise en valeur du travail
- les *revenus* dépendent des règles de partage de la valeur totale produite. Souci *éthique* ou d'égalité
- la *valeur* exprime le travail incorporé dans la production d'un bien et notamment la valeur d'un bien par rapport à un autre
- la *valeur* est donc indépendante de la répartition et de la demande. Plus important que la loi du marché, ou celle de l'équilibre naturel de l'offre et de la demande à un prix donné, voire de l'élasticité de cette loi naturelle qui expliquerait le temps mis à sa mise en œuvre, est la valeur que le travail et le capital ont mis dans la production des biens qui augmenteront le bien-être général
- la valeur varie avec la *productivité*

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter

- *travail* et *capital* sont définis de façon homogène, car le capital est l'ensemble des biens qui permettent la production, abstraction faite de sa répartition et de ses formes sociales : ce sont en effet les conditions de production qui dictent leur valeur au capital et au travail
- le travail perd ainsi son statut de déterminant unique de la valeur qu'il a chez Smith et avec lui la dimension sociale du capital, puisque le capital intègre la production au même titre que le travail
- la *monnaie* est neutre comme chez Smith, sauf excès. De même le crédit. Il s'agit de ne pas déléguer de pouvoir monétaire à un pôle institutionnel, car il tuerait l'initiative individuelle et privée. La valeur de la monnaie est déterminée par un *étalon* en or. Nous sommes à l'opposé des théories de la valeur "réelle" de la monnaie, mercantilistes, bullionistes (XVIème la quantité de métaux mesure la richesse), ou encore quantitativistes introduits fin XXème qui font de la monnaie le facteur inductif du processus économique
- un excès de monnaie, contrairement à Smith, est illimité et peut devenir *inflationniste*
- l'offre de capital ne peut être limitée par la demande, car les *besoins sont infinis* et toute offre crée sa propre demande. La *croissance est infinie*

Mais le taux du profit a tendance à baisser naturellement. En effet le prix par exemple du blé augmente naturellement et avec lui les salaires. Avec la progression de l'accumulation du bien, une même quantité de travail, qui produit toujours une même valeur, nécessite pour son maintien une part croissante de cette valeur : la part des salaires augmente dans la valeur produite, celle du capital (par le truchement des salaires) augmente, et la part du profit diminue. Le taux de profit baisse. Il s'agit donc d'augmenter la productivité.

Une des conséquences, comme pour Malthus, est de supprimer les aides aux pauvres, pour les faire produire. Il apparaît de plus impossible de renoncer à l'utilisation de machines qui augmentent la productivité.

Le *libéralisme économique* définit comme étant naturelle l'inégalité des fortunes et même y prend appui. La classe essentielle de la Nation est la capitaliste qui investit.

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE
Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter

2.3-JEAN-BAPTISTE SAY (1767 - 1832)

"Traité d'économie politique, loi de Say"

- L'offre est *illimitée*, car elle crée sa propre demande. La surproduction générale est impossible. Le marché opère lui-même le transfert entre les différentes structures du marché.

2.4-CONCLUSIONS SUR LA DOCTRINE ÉCONOMIQUE CLASSIQUE:

La pensée économique classique (y compris néoclassique) est *libérale*. Travail et capital sont des facteurs fixes de production, qui ne circulent par définition qu'au sein d'une Nation, dont la comptabilité reflète très exactement les stocks et les flux. Seuls les biens, à savoir ici les marchandises, circulent entre Nations, assurant une division internationale du travail, et la concurrence entre capitaux est uniquement interne à la Nation. Pour Ricardo le libre-échange entre Nations, s'il ne peut rencontrer de problèmes de demande ou de débouché, doit assurer une division internationale du travail qui, décalée dans le temps et dans l'espace, répartit les effets de l'accumulation de richesse. Et cela sans augmenter le taux du capital, puisqu'il permet d'obtenir pour la même valeur davantage de biens de l'étranger.

C'est l'époque où la tendance générale de l'approche scientifique se déploie sous l'angle de la *philosophie politique et morale*, dans le but d'expliquer et de construire un *ordre social* propice au développement de la société et de l'individu. C'est une tendance à la substitution progressive de la laïcisation de la société occidentale. En effet cet ordre social est normalisé par des lois naturelles qui n'ont pas de dimension absolue ou transcendante, mais qui cependant prétendent à l'universalité de *La Vérité*, et donc des lois sensées s'appliquer par le fait de leur seule vertu.

Progressivement, sous la poussée de la production et du bien-être d'une part, mais surtout par son incompétence à expliquer les crises qui jalonnent l'histoire économique contemporaine, l'économie politique, ou les Sciences économiques se *détachent* de de la réflexion morale et politique, et finissent par plaquer mécaniquement, purement rationnellement l'homme dans la gestion de la pauvreté et des aléas des ressource naturelles.

Le souci se concentre sur la difficulté de produire. La difficulté reste celle d'un ordre social caractérisé par la loi d'une *inégalité naturelle*. Les Sciences économiques limitent encore leur Vérité à l'aléa qui caractérise l'humain.

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter

3- LA DOCTRINE ÉCONOMIQUE NÉOCLASSIQUE

La doctrine néoclassique est toujours dans la ligne d'une *sociologie éthique* qui vise au bonheur social des individus. Aujourd'hui elle fait partie, dans le cadre des nombreuses formes qu'ils ont prises, en particulier depuis la crise de 2007 - 2008, des courants économiques dominants, du moins dans le monde occidental. L'enjeu est encore et toujours l'équilibre et par conséquent l'allocation des ressources qui par nature demeurent rares.

A la question de la *loi du marché* des classiques, s'ajoute celle de la *justice sociale*. C'est le *bonheur* des individus qui est l'objectif et non plus la *croissance*. C'est toujours le *marché* qui est le régulateur, mais la production perd le statut privilégié qu'elle avait acquis chez Ricardo : le marché assure *naturellement* l'allocation des ressources, qui sont rares à un moment donné, en comptabilisant les besoins et en allouant les ressources avec comme bénéficiaires les individus qui composent une société donnée (une Nation donnée). Mais ce sont cette fois les *données individuelles* qui fondent les relations systémiques, ou ce que nous avons appelé les processus, les structures et les échanges, ou encore le capitalisme, ou encore le marché et ses lois dites naturelles. L'espace/temps économique s'articule et s'ordonne autour de la relation entre offre et demande sous la contrainte des ressources disponibles à un moment donné dans une Nation donnée.

La *satisfaction* recherchée est celle d'un *individu*, qui s'additionne jusqu'à former une société, et non plus d'une société prise au plan macroéconomique. La recherche scientifique gagne en finesse de proximité, mais perd en visibilité de systématique. Cette *satisfaction* tend à un maximum, ou plus finement à un optimum, que le l'économiste mesurera mathématiquement, d'où les notions nouvelles d'*optimisation* et de *rationalité individuelle* qui sont indépendante des structures et des institutions.

Cette rationalité se situe aussi dans la tendance platonique de l'idéalisation (au sens propre de la mise en idée) de *La Vérité* à vocation explicative universelle. Mais ici la valeur ne préexiste pas à l'échange. Au contraire elle est l'effet du marché. Le marché est devenu un système de valeurs et de quantités échangées, déterminées simultanément, qui s'organisent en fonction de leur équilibre et qui s'imposent à tous. Ces valeurs à un moment et dans un espace donné sont la somme vers laquelle tendent tous les prix effectifs. Dès lors que la *position d'équilibre* est atteinte, aucun individu n'a intérêt à perpétuer les échanges. Il est ainsi un système de prix donnés qui égalisent l'offre et la demande, et une concurrence qui fait converger les prix vers ces valeurs.

3.1- LÉON WALRAS (1834 - 1910)

"Éléments d'économie politique pure. Etudes d'économie sociale. Éléments d'économie appliquée, 1898"

Rien de nouveau sous le soleil quant à la motivation générale, si ce n'est que la doctrine économique va désormais reposer sur une démarche qui se veut de plus en plus *scientifique dure* et de moins en moins humaniste : le mouvement d'économie politique pure fondé par Walras est le savoir fondé scientifiquement certes, mais toujours et encore dans le cadre de la pensée sociale de son époque, qui

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter

ensemble normalisent les rôles du marché, de l'Etat, de la propriété. C'est toujours un savoir qui est destiné à amener le progrès social.

La richesse sociale en effet est un ensemble de biens rares, soit utiles et limités par rapport aux besoins. C'est l'individu et ses besoins subjectifs (en surplus par rapport aux besoins objectifs : se nourrir, se chauffer, s'abriter, vivre en paix, etc.) qui sont mis en avant comme une valeur absolue, en quelque sorte transcendante, soit qui ne dépendent d'aucun cadre social donné. La production n'est plus constitutive de richesse, au contraire elle en est la conséquence.

L'homo economicus est rationnel, avec des droits et des devoirs, et si la nature impose ses lois aux choses, l'homme est libre de changer de ou la société. Tandis que la *morale* étudie les relations humaines (propriété, production, échange), l'*économie appliquée* étudie l'action que l'individu imprime aux choses avec l'objectif de les utiliser au mieux de ses intérêts. Ces deux sciences sont dites *humaines* (relèvent de la nature de l'homme), mais l'échange relève de la science pure, ou de *La Vérité* qui s'impose d'elle-même. *La Vérité* qui régit l'échange ou la concurrence doit cependant être *cadrée* par les règles morales que dicte la nature de l'homme.

Une concurrence bien organisée construit un système de prix qui règle tous les échanges. Le modèle de l'*équilibre général* s'exprime dans une résolution mathématique aux conditions que le marché soit centralisé, que l'offreur hausse les prix en cas d'insuffisance de l'offre, et que les séances soient suspendues le temps de trouver un nouvel équilibre.

L'originalité tient dans ce fait que la production est la valeur de l'échange (mais pas le prix) de la mise en commun des ressources : hommes, terres, capitaux engagés et leur effort. Il n'est plus de place pour la notion de surplus, puisque les revenus du capital et du travail sont la contrepartie d'une contribution productive nécessaire, donc totalement investis.

La concurrence est efficace dans le sens que, sans modification d'une répartition de la richesse dans le but qu'elle devienne juste, elle donne la possibilité à chaque individu participatif d'un système donné, de *s'adapter*, d'utiliser au mieux son apport, et d'entrer dans une satisfaction maximale. C'est donc la rareté personnelle et subjective qui explique les fonctions de demande et d'offre. Une quantité d'un bien est limitée et mesurable au niveau de l'*individu*, qui associe différentes quantités d'utilité à chaque nouvelle quantité possédée, tout en pouvant comparer l'utilité de toutes les quantités possibles de tous les biens et ce en termes homogènes.

L'utilité retirée de la dernière quantité utilisée (utilité dite "*marginale*") décroît : tirée de la dernière unité supplémentaire, elle est positive mais décroissante car, avec la satisfaction progressive, elle est proportionnellement moins utile que celles qui l'ont précédée. C'est la loi de l'*utilité marginale décroissante.*

Le modèle libéral walrassien de l'économie pure est un idéal qui *dépend* d'un cadre social et éthique idéal. Ce libéralisme a la particularité d'être volontaire et non naturel, contrairement à celui de Smith ou de Hayek. Il ne verse pas dans le libéralisme absolu, puisqu'il ne définit pas la société par l'addition des individus qui la composent, mais par leur communauté représentée par l'Etat. Pour Walrass

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter

L'homme est volontaire et libre, et l'état social est inhérent à sa nature, mieux *l'individu n'existe que dans et par la société*. La problématique est de définir les champs respectifs de l'individu et de l'Etat, puis contrôler l'égalité dans la répartition. Un autre problème est que le système et l'acteur sont considérés comme *rationnels* et parfaitement modélisables.

3.2- ALFRED MARSHALL (1842 - 1924)

"Les principes d'économie politique (1890). Industry and trade (1919). Money, Credit and commerce (1923)"

L'économie, contrairement à ce que préconise Walras, n'est pas une science exacte, normative et abstraite, car la société est un organisme vivant. Il s'agit d'observer la formation de l'équilibre sur *un marché donné, abstraction faite des autres*, et l'analyse de la discipline se limite à celle des *tendances* sur un marché donné. Prix et quantités sont déterminés par l'équilibrage de l'offre et de la demande, chacune de ces deux tendances étant indépendantes de l'autre, et de celles des autres marchés, la concurrence étant totalement libre, et les tendances exprimant exactement les besoins des acteurs. La monnaie dans ces conditions *n'est plus neutre* : elle agit sur la demande dans la formation du prix et la quantité de temps nécessaire à l'acte économique.

La grande nouveauté est l'entrée en force de la *subjectivité* : c'est l'utilité entrevue d'un bien, soit le désir de le posséder qui est l'élément moteur. Mais il y a retour à la rationalité, car cette utilité est fonction de l'acteur, du bien et de sa quantité et elle est indépendante de la quantité de tout autre bien possédé. Et puis retour à l'élément subjectif, soit le prix est la quantité de monnaie qu'un acteur est prêt à payer pour une unité supplémentaire du bien. Ce prix est subjectif, mais calculable après coup et peut ainsi conduire à l'élaboration d'une norme, laquelle s'imposerait à son tour de manière large.

La *valeur marginale* du bien est ici décroissante. Ainsi les prix sont des variables dépendantes, qui dépendent des quantités. La relation prix - croissance est *donc* intuitive, mais observée au final. Les acteurs ou agents (facteurs) de la production ne sont pas homogènes, mais regroupent à la fois travail, terre, capital et organisation de la production, d'où l'importance des *managers* (davantage que des entrepreneurs, mais aussi des entrepreneurs, ou preneurs et gestionnaires de risques).

Il n'est pas ici de théorie des revenus possible, mais bien de la *demande* des facteurs de production. Ce sont en effet les managers qui développent la demande dans le but de maximiser leur profit. Le problème est que la corrélation avec l'offre n'est pas facilement identifiable et n'a en tous les cas rien de rationnel définitivement. En effet les facteurs sociaux sont affectés, largement déterminés par les salaires et l'emploi.

L'important est que les facteurs de production génèrent des revenus en contrepartie de leurs apports à la production. Il s'agit donc de favoriser les facteurs de *production*. D'où le Plan Marshall destiné à reconstruire les facteurs de production détruits par la Deuxième guerre mondiale.

La *libre concurrence* reflète une donnée fondamentale de la lutte pour la vie. Elle met en corrélation, voire oppose, travail et capital, travail et épargne, selon le *principe de substitution* entre les différents

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter

facteurs de production, considérés comme techniquement possible. Si le prix de l'offre d'un facteur s'élève, le manager lui substitue un autre facteur. La marge de rentabilité des différents facteurs a tendance à s'égaliser dans le temps.

Quant au profit, il rémunère risque, travail, capacités de production, après avoir compensé les coûts, ou encore le prix dit normal. Pour chaque secteur de production, il existe un rapport, qui est considéré par le marché comme rapport normal profit/ capital, mais plus direct encore profit/chiffre d'affaires.

C'est donc le surplus de profit, soit la rente qui correspond au dépassement du prix (coût) moyen minimal. Ce rapport varie dans le temps et dans l'espace du fait des variétés de situations dans un marché libre.

3.3- CONCLUSION INTERMÉDIAIRE

Avec le néoclassicisme est finalement abandonné le critère *moral* de la richesse sociale, mais demeure celui du *progrès* social, déterminable en fonction de critères d'évaluation du bien-être collectif. Pour Walras, le progrès social tient dans la nature de l'homme et dépend de l'équilibre général du capitalisme, ou de l'économie libérale, ou du marché libre. Pour Marshall au contraire, le progrès social tient dans la sélection naturelle, libérée par la libre concurrence. Il dépend d'un équilibre qui ne peut être que partiel.

On est très loin de Smith pour qui l'inégalité sociale n'est justifiée que par l'intérêt général. Avec le néoclassicisme, le bien social, au plan de l'individu, n'est conciliable avec l'inégalité que selon le naturel différentiel entre les hommes en poursuite de la sélection pour la survie.

3.4- VILFREDO PARETO (1848 - 1923)

"Cours d'économie politique, Manuel d'économie politique"

Pareto énonce la doctrine de l'optimalisation : l'individu est incapable de mesurer la valeur de sa satisfaction, mais il peut la classer ou lui donner un rang. De même il ne s'agit plus comme pour Walras de mesurer la valeur de la satisfaction sociale, mais d'établir les conditions dans lesquelles le classement des ressources sera unanimement préféré par les membres d'une organisation sociale prédéfinie. Les ressources seront alors optimales. Il d'agit pour les sciences économiques de dégager les lois de cette optimalisation.

C'est que la société apparaît, tout bien observé, naturellement *hétérogène* et que les individus qui la composent sont tous uniques. On ne peut plus se référer à un homo oeconomicus idéal ou absolument rationnel. L'élaboration d'une morale unique, la comparaison des satisfactions individuelles et globales, sont impossible. Seuls des *changements* peuvent être évalués et non pas des *états*, et ceux qui le peuvent sont ceux qui modifient en bien ou en mal, pour quelques-uns, ou pour tous, la situation de bien-être individuel et social. L'affectation des ressources atteint un optimal en fonction de la société qui accepte ou rejette le changement lié à sa *perception* de l'optimum social. La subjectivation de l'approche revient au goût du jour.

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE
Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter

Les développements de la doctrine néoclassique reposent pour autant toujours sur le même fondement de la liberté des choix individuels dictés par la raison, fût-elle subjective dans ses préférences. De par leur rationalité les *choix* avec Pareto coordonnent les actions dans une dynamique *optimisatrice* et ce sont eux qui construisent la réalité sociale.

Le modèle de Walras a connu par la suite de nombreux prolongements mathématiques dont l'optique de l'homo oeconomicus rationnel absolument.

3.5- L'ABANDON PROVISOIRE DE LA DOCTRINE DE LA CONCURRENCE PARFAITE

La doctrine des contrats

Elle s'appuie sur la théorie de l'*information*, qui analyse l'information en *réseau* et la plus-value que le réseau apporte aux acteurs qui demeurent parfaitement rationnels. Toute dissymétrie profite aux puissants, sous réserve d'un contrat protecteur. L'adaptation de la *théorie des jeux* à ce type de relation modélise les interactions entre acteurs purement rationnels visant à maximiser leur profit.

Cette approche, sous des formels mathématiques, est reprise par les néo-keynésiens pour expliquer les imperfections du marché libre.

La doctrine de l'organisation

Elle met en avant l'*entreprise* comme acteur jusqu'ici ignoré. Les coûts de transaction, liés à la recherche de l'information et à la négociation des contrats dans le marché libre, nécessitent la présence de l'entreprise dont la structure s'adapte à la moins coûteuse des coordinations entre acteurs (internes). Le choix rationnel opère toujours, mais entre marchés et entreprises dont les processus alternatifs se déterminent par comparaisons des coûts.

Un courant néo-institutionnaliste

Il sort du cadre néo-classique, puisqu'il met en cause la rationalité des acteurs. Oliver Williamson (1985), s'appuyant sur Oliver A. Simon et Coase (1982), développent le concept de *rationalité limitée* ou *procédurale*, qui est liée au fait de la complexité du monde et à l'incertitude quant à la pure vérité ou quant à la rationalité pure des décisions des acteurs économiques. L'analyse du marché est étendue à l'ensemble des institutions économiques. Finalement Williamson rompt avec les néo-institutionnalistes : le critère n'est pas l'acteur et son comportement, mais la relation *contractuelle* qui est par nature *incertaine*.

4- L'INTERVENTIONNISME LIBERAL

Que ce soit la doctrine de l'enrichissement capitaliste, ou celle de l'équilibre et de l'allocation des ressources, les doctrines du capitalisme se fondent, pour expliciter les lois du marché (ou *Sa Vérité*) dans un libéralisme éthique qui repose sur un équilibre naturel de l'offre et de demande et des prix.

Aucune doctrine économique n'explique, ni a fortiori ne permet de corriger, les terribles crises qui font rage dans l'Entre-deux-guerres. En lieu et place de rééquilibrage, le chômage et l'inflation détériorent

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter

les acquis sociaux et économiques en Occident, et par voie de conséquences dans les colonies, au point que seuls le réarmement et les guerres permettront de revenir à la prospérité. Les remèdes classiques ne font que détériorer la situation. La réussite du *New Deal* américain permet d'entrevoir les vertus d'une doctrine hybride, avant tout pragmatique au lieu d'être idéalisée, et qui combine le *libéralisme* et l'*interventionnisme* étatiques.

4.1- JOHN MAYNARD KEYNES (1883 - 1946) (SCHAR EN ALLEMAGNE)

"*Treaties on probabilities, Treaties on money. Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt, de la monnaie (1936)*"

La *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt, de la monnaie* traite du chômage. La crise de 1929 est aggravée par le maintien à tout prix d'une politique libérale : déflation pour renforcer la compétitivité, valorisation de la monnaie par retour à l'étalon-or, augmentation des impôts pour rétablir l'équilibre budgétaire et diminuer l'endettement. La doctrine libérale finit par céder le pas, anticipant les programmes keynésiens : l'Angleterre abandonne l'étalon-or, les USA lancent le *New-Deal*, tandis que l'Allemagne devient autoritaire. La relance générale viendra du réarmement et de la guerre.

Selon Keynes la science économique est de nature morale, elle utilise des moyens sociaux, et elle a pour but de résoudre à court terme le problème social du chômage et de la misère. Dans une société qui arrive à saturation des besoins, l'incertitude de l'avenir bloque les décisions des entreprises en matière d'investissement et d'embauche, rendant incontournable l'intervention de l'Etat pour y remédier. Après tout c'est à l'Etat de dégager les enjeux et l'horizon de vie pour une Nation donnée et ses interconnexions avec les autres Nations, qui toutes participent à l'échange du marché. Keynes s'oppose donc aux Classiques et aux Néo-classiques. Le marché libre assure l'allocation des ressources, mais il n'assure pas le plein emploi. Seule l'*anticipation* de la demande que se font les *managers* dans un cadre qui demeure *incertain*, soit dans lequel tout, et peut-être même l'équilibre du marché, peut arriver, détermine alors le niveau global de la production, qui est celui combiné du travail, de l'investissement et de l'emploi.

Il existe pour lui naturellement un chômage durable et les valeurs *nominales* des prix, et non les valeurs *réelles*, sont seules perçues par les acteurs dans la production. C'est la contradiction de la doctrine néo-classique pour laquelle il n'est pas de différence entre les deux valeurs nominale et réelle qui soit perçue. Le niveau général des *prix* est supposé en effet être donné et *fixe*, et les négociations, qui portent sur les prix nominaux, portent ipso facto sur les prix réels. C'est l'expression de la théorie quantitative des monnaies selon laquelle la quantité de monnaie en circulation détermine le prix naturel d'une quantité déterminée de transactions, prix qui demeure insensible aux décisions prises dans le remarché du travail.

Pour Keynes cependant les prix dépendent des coûts de *production*, qui sont essentiellement *salariaux*. La baisse de prix nominaux entraîne la baisse des salaires nominaux, mais pas celle des prix, ni des salaires réels. Il n'est donc pas utile de négocier les salaires nominaux et les décisions prises en termes monétaires ne correspondent pas à des valeurs réelles.

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter

Ainsi le travail n'est pas une quantité qui découle, de même que son prix, d'une confrontation de l'offre et de la demande sur le marché. Les décisions des acteurs économiques apparaissent clairement hétérogènes et le sort des salariés dépend des décisions de managers, qui elles sont référencées à la maximisation de leur profit.

C'est donc l'*anticipation* que les *managers* font de la demande, qui détermine le niveau de la production, et donc de l'emploi et donc des prix. Les managers visent de cette façon à équilibrer offre et demande afin de maximiser leur profit. Il y aura donc toujours un chômage durable et ce sont les décisions de production des managers qui dictent, par le mécanisme de la *productivité marginale* du travail, la formation des prix nominaux et réels.

En résumé Keynes ne propose de doctrine ni de la monnaie, ni de la valeur, mais de la formation des prix nominaux des biens produits, lesquels sont déterminés par les coûts, ou la production, soit essentiellement les salaires. C'est donc l'*investissement* dans les facteurs de production qui déterminent le chiffre d'affaire, les prix, la valeur, bref la consommation. Il faut *investir*, soit *donner les moyens d'investir*, soit encore faire renaître la confiance. C'est l'effet multiplicateur de l'investissement.

- Pour les Néoclassiques, épargne et investissement s'équilibrent par le jeu du taux d'intérêt.
- Pour Keynes ils sont nécessairement égaux en tout temps. En période de crise par contre, les acteurs, dans la peur de perdre, épargnent et n'investissent pas, aggravant la crise. Il faut donc favoriser la dépense. Celle-ci dépend de la monnaie circulant. Il faut agir sur les salaires pour faire consommer, relancer la production, puis enfin l'investissement, mais en majorité les dépenses de salaires.
- Ce ne sont pas des états d'équilibre qui caractérisent le marché, mais les *flux globaux* générés par la dynamique des investissements, des dépenses et par l'épargne qui elle reste neutre. Les flux sont exprimés par des grandeurs monétaires. Ce ne sont pas les taux d'intérêt, qui incitent à consommer C, mais les revenus nets R.
- Un zest de mathématiques :

Selon Keynes R (Revenu) = C (Consommation) + I (Investissement), et S (Epargne) est l'excès du revenu sur la consommation, soit : $S = R - C$. Et donc :

$$R = C + I$$

$$R = C + S$$

$$\text{soit } S = I$$

La propension à consommer est la relation entre R et C . La propension *moyenne* à consommer \underline{c} est le rapport C/R . La propension *marginale* à consommer \underline{c}' est le rapport entre les accroissements de C et de R , soit $\Delta C / \Delta R$.

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter

Les propensions à consommer sont positives mais inférieures à 1 : R est en effet supérieur à C, et *plus le revenu est élevé plus la propension à consommer est faible*.

Il y a donc contradiction entre la nécessité d'investir et la contrainte psychologique qui tend à faire baisser la part du revenu consommé.

Et donc la *propension à consommer*, ou *proportion déterminée du revenu*, indique la structure nécessaire de la dépense globale. Le multiplicateur mathématique exprime dès lors les relations entre les flux R, C et I.

En effet, avec c qui détermine une proportion mathématique entre I et R :

$$R = C + I, \text{ ou encore } R = cR + I, \text{ d'où } R = I / (1 - c) = (1 / (1 - c)) I$$

Le *revenu réel* est généré par le processus de formation de la *dépense globale* :

les dépenses de consommation sont fonction de R

I est indépendant de R et constitue l'élément déclencheur de la dépense globale (C - S).

en détail : I = R pour les vendeurs de biens d'équipement, et il induit une consommation cI , qui produit R pour les vendeurs de biens de consommation, et donc une c supplémentaire c^2I , et ainsi de suite. :

$$R_1 = I$$

$$R_2 = cR_1 = cI$$

$$R_3 = cR_2 = c^2I$$

$$R_n = cR_{n-1} = c^{n-1}I$$

- Commentaires

Le revenu réalisé correspond au final au revenu d'équilibre anticipé par les managers et l'*investissement* apparaît comme un élément moteur dans une économie de flux.

Pour Keynes l'économie capitaliste n'est pas fondée dans l'échange, mais dans l'entreprise et la crise lui est inhérente. *Production et emploi dépendent en effet de l'anticipation et de la mise en œuvre des managers.*

On dira que l'*efficacité marginale* du capital est fonction des anticipations à long terme des investisseurs ou des managers. Ceux-ci décident dans l'*incertitude* totale, en fonction de la *confiance* qu'ils ont dans le marché. Dès lors la *monnaie* devient prépondérante car elle exprime les attitudes et les comportements économiques face à l'incertitude qui commandent les décisions individuelles ou décentralisées des acteurs.

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter

Pour le détail l'efficacité marginale du capital (supplémentaire) (*emc*) dont l'attente suggère au manager sa mise en œuvre, correspond aux bénéfices monétaires anticipés de sa durée de vie. Le prix juste suffisant de l'offre (*O*) de ce capital est celui qui permet la décision de produire une unité supplémentaire du bien.

emc est le taux d'escompte qui rend la valeur totale actualisée de ce capital égale à *O* :

$$e \text{ correspond à } o = Q_1/(1+e) + Q_2/(1+e)^2 + Q_n/(1+e)^n$$

Plus l'investissement est élevé, plus les bénéfices escomptés sont faibles. L'*emc* correspond à l'équilibre anticipé le plus rentable, et n'est donc pas la productivité marginale du capital, ou la productivité réelle d'une unité supplémentaire de productions. L'*emc* repose sur les *anticipations* à long terme des profits, et est indépendant du taux d'escompte du rendement anticipé. S'il est trop élevé, les managers décident de ne pas investir.

En guise de conclusion keynésienne.

La demande globale dépend de l'*emc*, fonction décroissante de l'investissement prévu, lequel est fixé en comparant le taux d'intérêt *i* et l'*emc*. Pour *i* donné, le taux d'intérêt, qui est une variable monétaire, l'investissement est limité par le point où *emc* = *i*.

A noter donc que, dans les anticipations à long terme, le taux de rendement boursier (notamment le taux d'intérêt en période normale), peut inciter les managers à investir dans la bourse en faisant l'impasse sur la production.

L'investissement dépend par conséquent du taux d'intérêt et l'épargne n'est pas une consommation différée, mais la renonciation à la consommation immédiate. Il faut donc agir sur l'offre monétaire en particulier du crédit d'investissement.

Pour Keynes la création monétaire qui génère l'offre de monnaie est en effet exogène au système des flux de la production : elle dépend des autorités monétaires ou étatiques ou bancaires. Les motifs qui poussent les managers à demander de la monnaie sont la couverture des dépenses, la précaution contre les imprévus, ou encore la spéculation selon le taux d'intérêt.

Le taux d'intérêt est indépendant de l'offre et de la demande : *i* ne réagit qu'à la psychologie de masse et est purement conventionnel. A chaque niveau de *i*, la quantité de monnaie que les acteurs détiennent est $M_1 + M_2$, soit Q_m . Si l'état de confiance change, alors que *i* est à un niveau donné, les encaisses viennent à dépasser Q_m . C'est cela qui induit non pas une hausse des encaissements, mais une hausse due au taux d'intérêt auquel la monnaie se prête. Ce coût de l'offre à encaisser pour spéculer n'accroît donc pas la thésaurisation. Le marché boursier s'effectue à *i* plus élevé pour les acheteurs que pour les vendeurs. D'où l'hygiène que représente l'inflation.

La doctrine keynésienne conclut à l'intervention de l'Etat dans le marché. L'augmentation de l'offre monétaire devrait d'un côté faire baisser le taux d'intérêt. Mais d'un autre, l'incertitude est trop importante car face au sous-emploi, la réaction sera essentiellement de nature psychologique et

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter

conventionnelle. Elle renforcera très probablement l'incertitude, la méfiance et la propension à ne pas investir.

Keynes recommande l'intervention étatique par le biais des politiques fiscale, budgétaire et de protection sociale, soit en matière de redistribution des ressources, dans le but de réduire les *inégalités* qui ne font que s'exacerber en temps de crise, ou même naturellement dans l'économie libre. Les inégalités polarisent en effet les fortunes et ce mouvement va à l'encontre d'une consommation élevée et d'une confiance dans l'avenir.

On parle de *politiques de relance et d'intervention conjoncturelle*, axées sur la *gestion de la demande globale*, lesquelles auront été mises en œuvre largement dans les années cinquante et soixante. C'est le déficit budgétaire de la Nation qui financera la relance. Le risque est l'explosion de l'inflation dès lors que le plein-emploi est en voie d'être atteint (toujours compte tenu de la marge normale de chômage structurel). La politique de financement des grands travaux par le creusement provisoire du déficit de l'Etat ouvre la polémique sur la question du financement de l'Etat ou de la politique monétaire dite saine, entre libéraux et keynésiens dès les années septante.

4.2-APRÈS LA RÉVOLUTION KEYNÉSIEUNE : UNE BELLE CACOPHONIE

Dès les années 1975 *inflation* et *chômage* gangrènent les économies, qui échappent au contrôle keynésien. Celui-ci a permis la reconstruction, puis l'essor économique de l'Après-guerre, la période des "Trente Glorieuses". Les salaires cependant ont grimpé plus rapidement que la production et on a pris progressivement conscience que la valeur réelle des revenus et des biens a commencé à baisser. D'où le retour aux politiques économique libérales.

L'école de Chicago, avec son fondateur **Milton Friedman** (1968) est à l'origine du *courant monétariste* (la croissance est liée à un taux constant de croissance monétaire, ce qui équivaut à une réhabilitation de la doctrine quantitativiste née au XVIème).

Il définit un taux de *chômage naturel* et incompressible, dû à des causes dites fonctionnelles, par exemple le *temps d'adaptation* à la nouvelle demande et la formation nécessaire. C'est la "concurrence parfaite" qui assure par elle-même le plein emploi. L'intervention de l'Etat, notamment par la relance keynésienne, ne fait baisser que temporairement le chômage, non pas parce qu'elle accroît la demande globale, mais en raison de l'*accroissement inflationniste* de la masse monétaire et des valeurs qu'elle exprime. Et l'inflation, en raison de la rigidité des salaires nominaux, induit une baisse des salaires réels et donc une hausse trompeuse de l'emploi.

L'embellie cesse dès que les acteurs remarquent la baisse des salaires réels, et réclament une compensation. Les augmentations qui s'en suivent touchent à de niveaux artificiels, trop élevés, qui provoquent la perte de l'emploi et le retour du chômage jusqu'à son niveau naturel.

Selon lui La Fed est largement responsable de l'ampleur de la crise de 1929, puisqu'elle a réduit de plus d'un tiers la masse monétaire entre 1929 et 1933, et "l'inflation est toujours et partout un phénomène

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter

monétaire en ce sens qu'elle est et qu'elle ne peut être générée que par une augmentation de la quantité de monnaie plus rapide que celle de la production."³

Pour **Philips**, un *monétariste*, ce n'est pas l'inflation qui ramène le chômage, mais la baisse du chômage qui fait augmenter les coûts et, par conséquent, le prix et l'inflation. C'est l'inflation qui, d'origine monétaire, fait baisser le coût réel des salaires, momentanément, et donc le chômage, tout aussi momentanément. L'intervention étatique qui vise à faire baisser le taux du chômage au-dessous de son niveau naturel, a pour conséquence de faire augmenter l'inflation à long terme. La monnaie en elle-même est neutre.

Pour les **monétaristes** en gros la monnaie détient un rôle majeur. Il s'agit de fixer un taux de croissance stable de l'offre de la monnaie, soit une offre exogène au marché ou induite par l'Etat ou la Banque centrale, qui est censée commander le taux de croissance réel à long terme, soit calquer le taux de la dette monétaire sur ce taux de croissance à long terme, celui-là induisant celui-ci.

La réponse **néokeynésienne** (fin des années 1980). Contrairement aux développements **postkeynésiens** qui l'ont précédée, elle ne peut se référer à l'école keynésienne, si ce n'est par le fait qu'elle reconnaît la possibilité d'un chômage involontaire et l'efficacité d'une intervention de l'Etat.

Comme dans les doctrines *libérales*, la concurrence parfaite aboutit naturellement au plein emploi. C'est le retour à la loi de l'équilibre selon Walras, mais avec la réalité de prix qui sont rigides, ou qui ne s'adaptent pas naturellement. Ces doctrines avancent des explications pour ces imperfections d'un marché qui se veut parfait, ce nonobstant. C'est avant tout le marché du travail qui est visé, et ce sont des raisons microéconomiques qui seront servies pour expliquer des anomalies macroéconomiques, ce qui est pour le moins paradoxal.

En conclusion pour les **Néokeynésiens** le taux de chômage n'est plus naturel et calculable comme il l'est pour Friedmann, mais un taux d'équilibre involontaire. Il s'inscrit dans la logique d'une rationalité qui se veut optimisatrice, et qui est contredite par les nécessités d'une formation repoussée dans le temps des acteurs Ces imperfections par rapport aux besoins et l'asymétrie par rapport au développement du marché pèsent sur les conditions de formation des salaires au point de les rendre chaotiques (ils ne répondent plus au besoin de *mieux-être*, mais au besoin basic de *vivre*).

De là découlent les **nouvelles théories** du marché du travail.

Pour *Friedmann* le taux naturel du chômage est, nous le soulignons, stable et incompressible, et les ajustements se font par l'action des prix dont la flexibilité entraîne le ré-ajustage des équilibres du marché. Pour les *néo-keynésiens* les imperfections du marché, en particulier de la concurrence, ont pour effet des rigidités nominales sur les prix jusqu'à empêcher les réajustements des équilibres. Pour eux le taux de chômage produira lui-même l'équilibre, tout en demeurant involontaire. L'intervention

³ Milton Friedman, *The Counter-Revolution in Monetary Theory*

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter

exogène, de l'Etat et des Autorités monétaires, est dès lors justifiée pour abaisser les coûts salariaux et relancer l'emploi.

Les **Nouveaux classiques** (Robert Lucas, John Wallace, Robert Barro) réaffirment que la monnaie est neutre, et à court et à long terme, et démentent l'hypothèse de l'illusion monétaire (la confusion entre valeur nominale et réelle), préconisant celle de l'anticipation rationnelle. Les acteurs anticipent l'effet sur les prix des politiques de relance et adaptent aussitôt leurs exigences salariales. La relance dès lors provoque l'inflation et cabre l'investissement. Leur doctrine prône la stabilité de la structure fiscale et fustige la pratique des déficits budgétaires.

Les **Monétaristes budgétaires** confirment que la monnaie n'est pas neutre, au contraire et que son émission a des effets nocifs d'éviction : l'argent prêté à l'Etat, prélevé sur l'épargne, diminue l'investissement, et hausse les taux d'intérêt par anticipation de l'inflation. Il s'agit d'éviter tout déficit public.

Les **Théoriciens de l'offre** font l'hypothèse que l'inflation est produite par la rigidité de l'offre. Comme le présentait *Ricardo*, les classes riches épargnent et investissent ; les politiques sociales appauvrissent la société et désarment l'investissement et l'initiative. L'intervention de l'Etat empêche la croissance naturelle de l'économie, d'où l'offre demeure insuffisante. La solution consiste à privatiser, déréglementer, diminuer les impôts pour favoriser les plus riches, seule source d'innovation et d'initiative.

5- CONCLUSION

On doit parler de crise de la science économique. Le courant dominant, d'inspiration néoclassique, tient dans l'affirmation de la Vérité une et absolue d'un équilibre naturel. Cette affirmation impose son formel qui se déploie au niveau individuel. Il entend à la fois conceptualiser le modèle Vrai et unique qui s'impose de lui-même universellement en partant de l'observation générale, et faire de même au niveau de l'acteur singulier. Il s'est révélé incapable d'anticiper la crise de 2007 - 2008, de l'expliquer, d'en sortir l'économie et, au final de la sauver des griffes de la finance qui désormais travaille pour elle seule, pillant les richesses de l'économie qu'elle devrait avoir pour seul objectif de servir. De plus la crise de 2007 - 2008 a démontré, par les interventions massives et totalement inédites et des Etats qui se sont gravement endettés, et des banques centrales qui fabriquent de la non-valeur, interventions qui se poursuivent huit ans plus tard, les paradoxes de la Vérité libérale.

L'incapacité répétée de la science économique à expliquer la réalité provoque la prolifération de modèles basés sur des hypothèses de plus en plus restreintes et pratiquant des formels de plus en plus sophistiqués, dans des tentatives désespérées et de plus en plus scientifiques, d'expliquer et de remédier aux tragédies de la réalité durable comme le chômage, en particulier celui des jeunes, des anciens.

La **Théorie générale de Keynes** passe dès lors pour la dernière démarche systémique à approcher de la compréhension et de la maîtrise des grands enjeux économiques, soit comprendre, à partir d'enjeux fondamentaux, et saisir la logique de *fonctionnement* du marché. Ce sont par ailleurs les **modèles**

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE LAUSANNE

Un ordre nouveau fait d'instabilité auquel il faut bien s'adapter

sociétaux qui tendent à s'imposer, notamment les **analyses comportementales**, drapés de l'approche **néoclassique**.

Le résultat est remarquable en ce sens qu'il échappe à la rigueur fermée de l'approche scientifique dure, avec la multidisciplinarité se fait jour, notamment avec **Kenneth Galbraith**, une démarche qui intègre l'ensemble des variables sociales, historiques, politiques, financières, économiques.

Le problème est que la *finance* a pris le dessus et du politique et de l'économique, et qu'elle poursuit son objectif propre, qui est l'enrichissement toujours plus rapide et plus considérable d'un nombre toujours plus petit d'individus en-dehors de toute considération sociétale ou même nationale, sans parler de l'éthique qui n'entre pas en considération. En effet la finance, par sa fluidité, se coule à la perfection dans un univers largement déréglementé au plan mondial depuis la crise de 2007 - 2008.

La finance profite de manière de plus en plus marquée et des progrès de la *communication* instrumentalisée et de la *technologie* de l'algorithme dans l'idée du principe de précaution.

A ces titres divers elle s'exerce en-dehors de toute contrainte boursière, bancaire, nationale, réglementaire, légale, éthique, communautaire, publique, et même de toute considération de marché (les opérations le plus importantes se font de *gré à gré*). Elle échappe à toute considération politique comme la subsidiarité, la réciprocité, la démocratie, etc. Elle est devenue inatteignable. On parle de la *shadow-finance* dont le volume serait déjà équivalent à quelque 40 % de l'ensemble des flux monétaires mondiaux, de 60 % aux USA.